

L'économie britannique suspendue au bon vouloir de Theresa May

■ Les exportateurs britanniques sont inquiets face au flou du Brexit.

■ Le Premier ministre belge joue la fermeté et insiste sur le “backstop”.

■ Pour Nathalie Brack (ULB), le poids de la désinformation est essentiel pour expliquer l'attitude britannique.

EY déménage en partie de Londres à Bruxelles

C'est une “belle prise” pour Bruxelles. La société pivot européenne du groupe international d'audit et de conseil EY va en effet quitter Londres pour s'établir dans la capitale européenne. L'Institut des réviseurs d'entreprises (IRE) a reçu en effet une demande d'agrément pour une nouvelle entité juridique chapeautant les sociétés EY dans l'UE. Cette décision fait suite à la perspective de plus en plus probable d'un *hard Brexit*. La coupole européenne actuelle, EU Europe LLP, opère sur la base d'une licence d'audit britannique. Si le Royaume-Uni sort de l'Union européenne, EY doit demander un tel agrément dans un autre pays de l'UE. (AFP)

Les exportateurs britanniques sont en danger

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

Les entreprises exportatrices britanniques commencent à s'arracher les cheveux. Mardi, la Première ministre britannique Theresa May a confirmé qu'elle ne proposera pas de nouvel accord de sortie au vote des députés avant sa prochaine rencontre avec les responsables européens prévue pour “la fin du mois de février”. Cela signifie qu'au mieux celui-ci ne sera adopté qu'un mois avant le 29 mars, date officielle du Brexit. Cette information a de quoi faire bondir de nombreuses entreprises britanniques. Le ministre aux Affaires, à l'Énergie et à la Stratégie industrielle, Greg Clark, a précisé la nature de leur crainte la semaine dernière. Interrogé par un comité parlementaire, il a en effet expliqué : “Un ingénieur m'a dit hier : ‘En fait, le jour J est bien plus proche de nous. Si l'on envoie des cargaisons par bateau pour l'Extrême-Orient, ce jour J, c'est à la mi-février.’”

Des échéances imminentes

Le ministre a ensuite expliqué le raisonnement derrière cette affirmation : “Si vous envoyez des biens pour le Japon ou la Corée du Sud, ils y arriveront en six semaines. Les deux pays ont un accord de libre-échange avec l'UE, qui deviendra caduc pour nous en cas de Brexit sans accord avec l'UE. Donc vous ne savez pas si les biens que vous avez envoyés sur les océans seront admis sur ces territoires à leur

arrivée et, si c'est le cas, quels droits de douanes devront être payés.”

Selon le groupe de transport Shippo, il faut entre 10 et 14 jours pour un porte-containers parti du Royaume-Uni pour atteindre la côte est de l'Amérique du Nord, 30 jours pour la côte ouest, entre 35 jours à 40 jours pour le nord de la Chine. “Dans le cas d'un no deal, cela signifie concrètement que des navires pourraient arriver dans des ports tout en se voyant fermer le marché qu'ils visaient”, assure Ben Digby, le directeur du commerce international au sein de la confédération de l'industrie britannique (CBI), la principale plateforme patronale du pays. Il prend ainsi l'exemple “d'une cargaison de whisky en direction de la Corée du Sud. Actuellement, des bouteilles pour 71 millions de livres (80 millions d'euros) y sont livrées chaque année. En cas de no deal, les navires devront attendre dans les ports le temps que la situation s'éclaircisse. En plus, un tarif douanier de 20 % sera imposé du jour au lendemain à partir du 30 mars à ses bouteilles, ce qui coûtera 14 millions de livres (15 millions d'euros) par an à l'industrie.” De quoi inquiéter les géants de l'industrie Pernord-Ricard et Diageo.

Tout est à faire pour l'industrie

Ce secteur n'est pas le seul à être inquiet. Actuellement, le Royaume-Uni n'a signé que quatre accords de continuité, qui lui permettront de poursuivre ses échanges en cas de *no deal*, avec le Chili, les îles Féroé, l'Afrique de l'est et du sud et enfin, depuis lundi, avec la Suisse. Un accord de reconnaissance mutuelle, qui permet à un produit vendu légalement dans un pays de l'être dans l'autre, a également été signé avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Les principaux marchés lointains concernés sont donc le Japon, où le Royaume-Uni a exporté pour £13,5 milliards de produits en 2017, le Canada (£10 milliards) et la Corée du Sud (£8,2 milliards).

“Mais même de plus petits pays en Amérique latine, en Afrique et au Moyen-Orient sont importants pour les entreprises britanniques, surtout les PME”, assure Alexandra Renison, la responsable du commerce et de l'Europe au sein de l'Institut des directeurs, la principale plateforme patronales des PME. Elle s'inquiète également que “de nombreuses PME n'ont toujours pas réalisé que les négociations avec l'UE ont des implications et des conséquences pour leurs relations commerciales avec des clients et des fournisseurs d'autres pays ! J'ai parlé avec des entreprises qui commercent avec la

Turquie et qui ne savaient pas que les documents de douanes qu'elles remplissent sont liés au maintien du Royaume-Uni dans l'union douanière européenne”.

“Il est donc probable que face à ces incertitudes de nombreuses entreprises préféreront ne pas commercer”, avance Alan Winters, professeur d'économie à l'université du Sussex et directeur de l'observatoire du commerce britannique (UKTPO). Il souligne par ailleurs que “les importations britanniques seront également concernées car le règlement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) oblige le Royaume-Uni à imposer des tarifs douaniers, sauf pour certains pays qualifiés de moins développés, dont 28 par exemple se situent en Afrique”. Les vêtements et les produits agricoles se situent en première ligne des produits concernés.

Les entreprises
exportatrices
britanniques
commencent
à être
paniquées par
l'incertitude
qui entoure
encore le Brexit.

Charles Michel préfère un “no deal” à un “bad deal”

Entre une sortie brutale du Royaume-Uni de l'UE ou un Brexit basé sur un mauvais accord pour les Vingt-sept, le Premier ministre belge Charles Michel (MR) a fait son choix. *“La clarté impose de dire qu'entre un no deal et un bad deal, je préfère encore un no deal qui aura le mérite de la clarté et de la responsabilité”,* a affirmé M. Michel mardi lors d'un discours au Collège d'Europe à Bruges. Alors que le Brexit est prévu le 29 mars, les députés britanniques exigent toujours des modifications de l'accord de divorce négocié par Londres et l'UE, modifications toutefois inacceptables aux yeux des Européens.

M. Michel a donc tenu à souligner le caractère crucial du *backstop*, inscrit dans l'accord de retrait pour éviter le retour d'une frontière dure entre l'Irlande et l'Irlande du Nord et qui consiste à garder le Royaume-Uni dans une union dou-

nière avec l'UE. Si ce filet de sécurité ne serait activé que le temps de trouver une meilleure solution, les députés britanniques craignent de rester ainsi arrimés à l'UE. *“Le backstop n'est pas un détail, tant pour la garantie de la paix en Irlande que pour l'intégrité du marché intérieur, sa capacité de développement économique, d'emploi et d'investissement”,* a insisté M. Michel.

“Un bon accord est sur la table, mais le Parlement britannique essaie de nous emmener vers un mauvais accord. Les revendications du Parlement britannique sur le backstop signifient un affaiblissement du développement économique de l'Europe”, a ajouté M. Michel. *“Nous devons être fermes, clairs, même s'il y a toujours une capacité de flexibilité”* pour tenir compte de certaines demandes britanniques, a-t-il ajouté.

M.U. (avec Belga)

“Les Britanniques sont mal informés sur l’Europe”

Le fait que l’opinion publique britannique rejette le deal qui est actuellement sur la table n’a rien d’étonnant, vu la couverture médiatique fort négative au sujet de cet accord.” Lors d’une conférence organisée à *La Libre Belgique* ce lundi, Nathalie Brack, professeure au département d’études politiques de l’ULB et spécialiste de l’Europe, a proposé un éclairage pointu sur les causes du Brexit et du blocage actuel.

L’analyse du contexte sociétal, médiatique et politique (en particulier les divisions au sein des deux grands partis traditionnels sur la question européenne) permet, selon la spécialiste des institutions européennes, de mieux comprendre la volonté des Britanniques de quitter l’Union. “L’euro-scepticisme au Royaume-Uni a toujours été très important depuis l’adhésion du pays en 1973. Le

parti Ukip a pleinement surfé sur cette vague en liant la question migratoire au fonctionnement de l’Union européenne. D’autre part, et depuis de nombreuses années, les tabloïds ont convaincu les Britanniques que l’UE favorisait l’immigration. 80 % des articles du quotidien Daily Mail donnent une image négative de la construction européenne, alors que c’est une des populations les moins informées sur le fonctionnement de l’Union européenne”, a notamment précisé la professeure Brack devant une salle comble et une audience particulièrement attentive.

Casse-tête politique

Dans une Europe qui devrait, selon les derniers sondages, bientôt compter 30 % de députés eurosceptiques au Parlement européen, une prolongation de la crise au-delà des élections européennes du 26 mai prochain entre le Royaume-Uni et l’Union européenne pourrait devenir un véritable casse-tête politique. D’autant que Londres n’envisageait plus d’organiser des élections européennes et que les sièges des députés britanniques ont déjà été redistribués entre États membres.

Nathalie Brack reconnaît toutefois que “personne ne s’attendait à ce que les Vingt-sept restent unis face à Londres dans les négociations de ces deux dernières années”.

Dorian de Meeûs